

VD_FINDINFO HC / 2013 / 493 vom 14. August 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-08-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2013___493

FR: VD_FINDINFO HC / 2013 / 493 du 14 août 2013

IT: VD_FINDINFO HC / 2013 / 493 del 14 agosto 2013

Regeste

DÉTENTION AUX FINS D'EXPULSION, MESURE DE CONTRAINTE {DROIT DES ÉTRANGERS}, RENVOI {DROIT DES ÉTRANGERS} | 76 al. 1 let. b ch. 3 LEtr, 76 al. 1 let. b ch. 4 LEtr, 76 al. 1 let. b LEtr, 80 al. 4 LEtr, 24 al. 1 LVLEtr, 25 al. 1 LVLEtr

Erwägungen

E. 1

LEtr). Il est de la compétence de la Chambre des recours civile (art. 71 et 73 al. 1 LOJV [loi du 12 décembre 1979 d'organisation judiciaire; RSV 173.01] et art. 18 al. 3 let. c ROTC [règlement organique du Tribunal cantonal du 13 novembre 2007; RSV 173.31.1]). Déposé en temps utile par le recourant, qui y a un intérêt, le recours est recevable (art. 30 al.

E. 2

La Chambre des recours civile revoit librement la décision de première instance; elle établit les faits d'office et peut ordonner à cet effet toutes les mesures d'instruction qu'elle juge utiles (art. 31 al. 1 et al. 2 LVLEtr). En l'espèce, le conseil du recourant a requis la production du dossier du SPOP et du dossier scolaire de l'enfant [...]. La première de ces réquisitions est sans objet dès lors que cette pièce figure déjà au dossier de la cause. S'agissant de la seconde, elle n'apparaît pas utile dans la mesure où le recours porte sur la détention administrative du père et où la situation scolaire du fils ressort déjà des pièces du dossier.

E. 3

Le juge de paix est l'autorité compétente en vertu des art. 17 et 20 LVLEtr. Il a été saisi d'une requête motivée et documentée du SPOP du 19 juillet 2013, a procédé à l'audition du recourant le même jour et a résumé ses déclarations dans ce qu'elles avaient d'utile à retenir (art. 21 al. 1 et 2 LVLEtr). Il a en outre rendu sa décision motivée dans les 96 heures (art. 16 al. 1 LVLEtr).

E. 4

Le recourant se plaint de ce qu'il n'a pas été assisté lors de son audition par le Juge de paix le 19 juillet 2013. Selon l'art. 24 al. 1 LVLEtr, toute personne qui fait l'objet d'une procédure liée à l'application de cette loi peut se faire assister par un conseil dès l'ouverture de la procédure. Cette règle générale se trouve précisée à l'al. 2 de la même disposition, lequel dispose que la personne détenue peut demander au juge de paix la désignation d'un conseil d'office, ce dont elle est informée oralement dès sa première comparution. Selon la jurisprudence, le fait d'être privé de la faculté d'être assisté d'un conseil à l'audience correspond à un vice d'une certaine gravité mais ne saurait conduire à l'annulation d'une décision ordonnant une mesure de contrainte. En effet, s'agissant d'une procédure

d'examen de la détention en vue du renvoi et à défaut de difficultés juridiques ou factuelles particulières, la garantie du droit d'être entendu n'implique pas la désignation d'un conseil d'office (ATF 122 I 276 c. 3b; Hugi Yar, Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, in Uebersax/Rudin/Hugi Yar/Geiser Hrsg, Ausländerrecht, 2 e éd., Bâle 2009, n. 10.41, pp. 443 s.), ce d'autant moins au vu du délai de 24 heures imparti par l'art. 16 al. 1 LVLEtr au juge de paix pour entendre la personne retenue. Dès lors qu'un conseil d'office est désigné et qu'il a la faculté de s'exprimer devant l'instance de recours disposant d'un large pouvoir d'examen en fait et en droit, le vice invoqué peut être considéré comme guéri (CREC du 17 avril 2012/138 c. 3 ; CREC II 15 juin 2010/115 c. 3). Ainsi, ce premier moyen doit être rejeté.

E. 5

Le recourant prétend ensuite qu'en égard à sa situation familiale, en particulier le fait qu'il lui incombe de s'occuper de son fils malade, sa détention est une mesure disproportionnée. La détention dans son ensemble doit rester proportionnée (TF 2C_304/2012 du 1er mai 2012 c. 1). L'art. 80 al. 4 LEtr prescrit au juge de la détention de prendre notamment en considération la situation familiale de la personne détenue. Cette prescription correspond à l'exigence de l'art. 5 de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier de tenir notamment compte de la vie familiale lorsqu'ils mettent en oeuvre ladite directive. Il n'appartient toutefois pas au juge de la détention de se substituer au juge du renvoi et d'examiner si la situation familiale du recourant empêche son éloignement, car la décision de renvoi ne fait pas l'objet de la procédure de détention. Selon la pratique, le juge de la détention ne peut refuser d'approuver la mise en détention en vue du renvoi que lorsque la décision de renvoi apparaît comme manifestement infondée (ATF 130 II 56 c. 2; 128 II 193 c. 2.2.2 ; TF 2C_304/2012 du 1er mai 2012 c. 2.1; TF 2C_505/2012 du 19 juin 2012). En l'espèce, le grief du recourant a déjà été examiné par l'arrêt du Tribunal administratif fédéral du 16 mars 2013 (TAF du 16 mars 2013 E-5892/2010 c. 7). Il avait alors été retenu que son fils, âgé de 13 ans, pouvait bénéficier de soins médicaux adéquats dans son pays d'origine et également y être scolarisé, son intégration n'apparaissant pas comme devant exiger un effort insurmontable au vu de son âge. Dès lors que la situation familiale du recourant ne s'est pas modifiée, il y a lieu de se référer à la position du Tribunal administratif fédéral, qui n'apparaît pas manifestement infondée.

E. 6

Le recourant soutient enfin à tort que son absence compromettrait la prise en charge de son enfant, "puisque'un des gardiens ne peut assumer cette tâche durant des mois". En effet, rien n'indique que son épouse ne serait pas en mesure de s'occuper de leur enfant et il aurait suffi au recourant d'embarquer sur le vol qui lui avait été réservé à la date du 7 août 2013 pour que cette situation prenne fin, son épouse et son fils devant également quitter la Suisse pour retourner au Kosovo. Ce moyen doit lui aussi être rejeté.

E. 7

Il résulte de ce qui précède que le recours doit être rejeté et l'ordonnance attaquée confirmée. Le présent arrêt peut être rendu sans frais.

E. 8

Selon l'art. 25 al. 1 LVLEtr, lorsque la personne détenue est indigente, le conseil d'office reçoit une indemnité à la charge de l'Etat, les dispositions relatives à la rémunération des défenseurs d'office en matière pénale étant applicables. Le conseil d'office du recourant a déposé, le 5 août 2013, une liste des opérations, dont il ressort qu'il a consacré 9 heures 25 de travail à la procédure de recours, ce qui paraît quelque peu excessif compte tenu des opérations effectuées. Une indemnité d'honoraires correspondant à 8 heures de travail au tarif horaire de 180 fr. paraît suffisante pour rémunérer convenablement le conseil d'office du recourant. L'indemnité d'office sera ainsi arrêtée à 1'555 fr. 20, TVA par 115 fr. 20 comprise. Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance est confirmée. III. Une indemnité de 1'555 fr. 20 (mille cinq cent cinquante-cinq francs et vingt centimes), TVA comprise, est allouée à Me Nader Ghosn, conseil d'office de Y._____. IV. L'arrêt est rendu sans frais. V. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : _____ Le greffier : Du 14 août 2013 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Nader Ghosn (pour Y._____), ■ Service de la population, Secteur Départ. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Juge de paix du district de Lausanne. Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.